



HAL
open science

Sécurité économique nationale et globalisation économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Sécurité économique nationale et globalisation économique. La sécurité, un bien collectif économique et humain indispensable, Université Grenoble Alpes, CESICE, ILERI, 2017. hal-03173375

HAL Id: hal-03173375

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03173375v1>

Submitted on 18 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sécurité économique nationale et globalisation économique

Jacques Fontanel

La sécurité, un bien collectif économique et humain indispensable

Université Grenoble Alpes, CESICE, ILERI
Grenoble, Paris, 2017

Résumé : Le concept de sécurité ne peut pas être cantonné à la simple défense passive, il dépend aussi des contextes politiques, militaires, environnementaux, démographiques et sociétaux du moment ou à venir. Dans le cadre de la globalisation de l'économie, la sécurité internationale est une nécessité, mais sa perception est subjective. La sécurité économique vise à assurer le maintien harmonieux de l'activité économique d'un pays face aux multiples attaques extérieures. Or, l'économie de marché généralisée n'est pas un facteur de paix. Plusieurs questions peuvent alors être posées, concernant les sources et les fondements de l'insécurité humaine, l'utilité du recours aux armes offensives ou défensives pour dissuader les conflits et les guerres entre les Etats, la nature profonde, économique, politique ou nationaliste, des conflits étatiques dans un contexte économique ouvert et comment améliorer les conditions de sécurité de tout individu et de chaque Etat. Il est alors intéressant de mettre en évidence les facteurs multiples créateurs d'insécurité économique.

Summary: The concept of security cannot be confined to simple passive defence, but also depends on the political, military, environmental, demographic and societal contexts of the present and future. In the context of economic globalisation, international security is a necessity, but its perception is subjective. However, the generalised market economy is not a factor of peace. Several questions can then be asked, concerning the sources and foundations of human insecurity, the usefulness of the use of offensive or defensive weapons to dissuade conflicts and wars between states, the deep economic, political or nationalistic nature of state conflicts in an open economic context and how to improve the security conditions of every individual and every state. It is then interesting to highlight the multiple factors that create economic insecurity.

Sécurité économique, globalisation économique, développement économique, guerre économique

Economic security, economic globalisation, economic development, economic warfare

La sécurité d'un pays dépend d'abord d'un sentiment collectif concernant le poids moral, économique et politique à accorder aux menaces qui pèsent sur l'Etat, ses composantes et ses citoyens face à des ennemis éventuels, internes ou externes. Elle n'est donc pas directement mesurable. Elle dépend des perceptions ontologiques, philosophiques ou religieuses des systèmes et structures collectifs en place, et d'un besoin plus ou moins justifié de sécurité exprimé par les citoyens (dans le cas de la démocratie) ou par les pouvoirs en place. Elle n'est donc pas réduite aux seuls secteurs militaires et civils (police et justice) de la sécurité nationale¹.

L'économie de la sécurité étudie les risques des conflits internationaux, nationaux, régionaux, commerciaux ou interpersonnels relatifs aux relations économiques, sociales et sociétales qui affectent le bon fonctionnement des systèmes de production similaires ou non, alliés, concurrents ou antagonistes. Le concept de risque lui-même fait l'objet de nombreuses interprétations, le risque des uns étant souvent le bouclier contre le risque construit par les autres. Dans ce contexte, la sécurité économique a pu être pensée en termes de « business model »². Pour les économistes, un risque décrit généralement la probabilité qu'un effet négatif non souhaité apparaisse à l'issue d'un ensemble de décisions, au regard d'une situation géoéconomique ou sociale particulière, mais évolutive. Dans ces conditions, les hypothèses de fonctionnement du système peuvent aussi être affectées par des « chocs exogènes », des phénomènes de spéculation incontrôlés, des effets pervers relatifs à des événements aléatoires ou à l'émergence de conflits publics ou privés, nationaux ou internationaux, aux conséquences graves au regard de la précarité de la condition humaine.

L'antagonisme systémique longtemps évoqué pour expliquer la guerre froide n'est plus à l'ordre du jour avec l'effondrement de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. La fin de l'histoire, évoquée par Francis Fukuyama³, n'a vraiment pas été confirmée par les faits, malgré la séduction politique de ces propos dont nombre d'analystes auront été victimes. L'hypothèse selon laquelle la démocratie et le libéralisme économique étaient en mesure de s'imposer définitivement dans toutes les strates de la société internationale, en satisfaisant ainsi le désir de reconnaissance de chaque homme dans son action quotidienne⁴,

¹ Fisher, D. (1993). *Nonmilitary aspects of security. A systems approach*. Geneva: United Nation, Institute for Disarmament Research, UNIDIR. OECD. (2004). *L'économie de la sécurité*. Paris: OECD.

² Coissard, S., Seigle, C. (2013), « Penser » la sécurité en termes de business model, in *Liber Amicorum*, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris.

³ Fukuyama, F. (1992) *The End of History and Last Man*, Free Press, New York.

⁴ Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), *War and Capitalism*, in *The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris,, Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011. Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2011), *Economists' controversies about the causality between war and economic cycles*, *Frontiers of peace economics and peace science*, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R., *Contributions to Conflict Management, peace economics and développement*, Vol. 16, Emerald, 2011.

ne semble toujours pas à l'ordre du jour. Les conditions de fonctionnement de la démocratie, souvent dominée par une ploutocratie ou une technocratie maîtrisant bien les codes démocratiques, sont aujourd'hui discutables, même dans les pays depuis longtemps favorables à ce régime politique. S'il s'agit sans doute du « moins pire des systèmes », les expressions démocratiques d'aujourd'hui sont trop souvent dominées par les forces de l'argent, le « trompe l'œil » de l'égalité devant l'information ou l'action d'influence des pouvoirs occultes ou, au contraire, des autorités en place. Enfin, la démocratie ne rechigne pas à s'engager dans des conflits armés, principalement à l'encontre des pays qui ne partagent pas ses idéaux et ses règles de fonctionnement⁵.

La sécurité internationale est nécessaire au fonctionnement optimal de l'économie mondiale. Or, les mesures de protection prises par les autorités publiques pour protéger leurs citoyens et leurs entreprises de la violence des actes internationaux ou nationaux inamicaux ont un coût, qui, le plus souvent, a été qualifié de fardeau. Pourtant, sans sécurité, sans protection par l'application de la loi face aux actions illégitimes des groupes ou Etats organisés, l'activité économique ne peut plus fonctionner correctement. La nature des hommes, des groupements et des structures étatiques n'est pas toujours aussi bonne que celle que Rousseau avait bien voulu décrire. Certes, certains Etats ou groupes peuvent tirer avantage, à court ou à long terme, d'une situation de crise économique ou de guerre militaire, mais du point de vue de la production et du bien-être global des populations, non seulement en termes de destructions humaines et physiques, mais aussi dans l'évolution d'un commerce international apaisant et apaisé⁶, les résultats collectifs expriment, pour tous les belligérants, un « jeu à somme négative ».

Dans les analyses économiques mercantilistes de la Renaissance, la puissance comparative des Etats était un facteur essentiel de son comportement au regard des autres acteurs internationaux. L'émergence de conflits pérennes, itératifs ou récurrents, était une hypothèse à prendre en compte, en vue d'offrir la « toute puissance » au Prince, par la prédation, la colonisation, l'esclavage ou le contrôle de territoires rendus incapables ensuite de résister à la loi imposée⁷.

Il faudra attendre Adam Smith pour que le caractère pacifique des règles de fonctionnement d'un capitalisme fondé sur l'intérêt personnel de chacun, dans l'intérêt mutuel des Nations et des hommes, soit énoncé. Le philosophe

⁵ Richard, T. (2009). Démocratie, économie de marché et paix. In J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

⁶ Fontanel, J. (2014), *Le commerce international est-il un facteur de paix ?* Politique étrangère, janvier 2014. Smith, R.P., Fontanel, J, Humm (1985), *The economics of exporting arms*, Journal of Peace Research, Norwegian University Press, Oslo, September 1985, (10 pages).

⁷ Coulomb, F. Fontanel, J., Hébert, J.-P., & Samson, I. (2008, October). *The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism*. *Defence and Peace Economics*, 9(5). Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), *The genesis of economic thought concerning war and peace*, *Defence and Peace Economics*, 19(5), 321-330. Smith, R., & Fontanel, J. (2008). *International security, defence economics and the powers of nations*. In Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), *War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development*. London: Emerald.

écossais a développé le concept de la « main invisible », très souvent évoqué par les tenants de l'économie de marché. Cette analyse ne manque pas d'être erronée. En effet, Adam Smith a toujours indiqué que cette « main invisible » ne pouvait s'exprimer que si la guerre, l'esclavage, la colonisation et l'insécurité interne étaient définitivement éradiqués⁸. Adam Smith rappelle, en outre, que la richesse fait l'objet de convoitises et que pour y faire face il faut se préparer à la guerre⁹. Le premier devoir d'un souverain est de protéger la société contre la violence des autres sociétés et cette responsabilité ne peut être satisfaite que par la constitution d'une force militaire régulière suffisante. Comme Montesquieu, Adam Smith redoute l'accaparement du pouvoir par les négociants riches, qui souvent ont prêté des sommes importantes à un Etat endetté. « Elle vient d'un ordre (les négociants », dont l'intérêt n'est jamais identique à celui du public, qui a généralement un intérêt à tromper le public, voire à l'opprimer et qui, par conséquent, l'a en maintes occasions, trompé et opprimé »¹⁰. La civilisation est menacée chaque fois que l'Etat exprime sa partialité et souffre d'un endettement qui l'oblige à rembourser. La logique prédatrice des négociants s'impose alors. Elle construit un capitalisme prédateur qui conduit à l'esclavage, à la colonisation et à l'asservissement des populations. La puissance nationale et la richesse des marchands s'accompagnent souvent d'une recherche d'appauvrissement des Etats voisins, dans un pur esprit de cupidité généralisée et de passions égoïstes et asociales. Pour que le système économique produise ses effets bénéfiques, le système économique doit être régulé par des institutions politiques impartiales, sans lesquelles tous les « débordements », au nom de la liberté individuelle et de la propriété, provoqueront des inégalités économiques, sociales, politiques inacceptables. L'Etat est le garant du bon fonctionnement d'un marché pacificateur. C'est même lui qui lui donne les moyens d'être réellement libre et donc performant¹¹.

Le bon fonctionnement de l'économie mondiale peut être un facteur de réduction des tensions guerrières, mais celles-ci dépendent non seulement de la permanence ou la récurrence des complexes militaro-industriels nationaux concurrents qui favorisent l'expression des tensions interétatiques¹², mais aussi de nombreuses autres variables qui échappent parfois à la rationalité des

⁸ Coulomb (2004), *War, Peace and Security*, Routledge, London and New York. Coulomb, F. (1998), *Adam Smith, a defence economists*, *Defence and Peace Economics*, 9. ; Fontanel, J. (1978), *Présentation thématique et formalisée de la « richesse des Nations »*, *Revue économique*, Paris.

⁹ [Fontanel, J. \(1978\), Présentation thématique et formalisée de la « richesse des Nations », *Revue économique*, Paris.](#) [Boyer, J-D. \(2016\), *Commerce, échanges et civilisation chez Adam Smith. Le commerce entre pais et guerre. Annales de la Faculté de Droit de Strasbourg, à paraître.*](#)

¹⁰ [Smith, A. \(1776\), *Enquête sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, PUF, 1995, Paris. Voir aussi \[http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_1/richeesse_des_nations_1.pdf\]\(http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_1/richeesse_des_nations_1.pdf\)](#)

¹¹ Barre, R., Fontanel, J. (1991) *Principes de politique économique*, Collection "L'Economie en Plus". Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991.

¹² Bellais, R., Coulomb, F. (2013), *La Complexe Militaro-Industriel cinquante ans après Eisenhower*, in *Liber Amicorum*, in *Liber Amicorum*, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris. Smith, R. (2013), *The Economics of Defence in France and the UK*, in *Liber Amicorum*, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris

comportements des acteurs¹³. La géoéconomie s'invite à une nouvelle réflexion sur les rapports entre les choix économiques, les situations géographiques productrices de conflits récurrents et les impératifs sécuritaires¹⁴.

Aujourd'hui, alors que le monde est toujours plus sensible au bruit des bottes, à la violence du terrorisme et à la crainte nucléaire, les économistes présentent des analyses qui n'intègrent pas les variables explicatives de la sécurité, comme si celles-ci étaient neutres quant au fonctionnement de l'économie nationale¹⁵. Les seules études économiques produites aujourd'hui mettent en équations les conséquences des actes du terrorisme, l'influence sur la croissance économique du complexe militaro-industriel ou le coût de la guerre en Irak¹⁶, en Afghanistan ou dans le Golfe Persique. Elles ne prennent toujours pas en compte l'importance de la sécurité (sous toutes ses formes), mais proposent a posteriori des estimations sur les coûts supposés des actions belliqueuses ou sur la production et la vente des armes. L'interrogation fondamentale qui n'a pas de solution évidente, est celle de la permanence des actes guerriers quelle que soit leur nature. Plusieurs questions doivent donc trouver des réponses.

- Quels sont les fondements de l'insécurité économique et humaine ?
- Le recours aux armes offensives ou défensives est-il nécessaire, mais insuffisant ?
- Quelle est la nature des conflits étatiques dans un contexte de globalisation économique ?
- Comment améliorer les conditions de la sécurité pour chaque Etat et pour chaque homme ?

Pour les théories libérales, la globalisation se caractérise aujourd'hui par la mise en place d'une organisation mondiale de l'économie de marché capable d'innovations technologiques, sociétales et sociales fondamentales pour la satisfaction des besoins croissants des hommes, grâce à la concentration de la matière grise, à l'essor des initiatives individuelles et collectives par la mise en place de réseaux de savoir théoriques et pratiques, et au développement d'opportunités d'apprentissage collectif. Cette conception est discutable, elle est plus fondée sur un « a priori » politique que sur une analyse

¹³ Hartley, K. (2013), Economics and the End of Conflict ? in Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris.

¹⁴ Luttwak, E.N. (1990), From Geopolitics to Geo-Economics : Logic of Conflicts, Grammar of Commerce, The National Interest, No. 20 (Summer 1990), pp. 17-23

¹⁵ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities, Emerald, Bingley, U.K., 2014. Fontanel, J., Geslin, A. (2008), Political Economy of the Humanitarian Actions, War, Peace and Security, Contributions to Conflict Management, Peace Economics, and Development, Volume 6, edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji - London, Elsevier/Emerald, London, 2008, ISBN - 978-0-4445-3244-2 /

¹⁶ Stiglitz, J., Bilmes, L.J. (2008), The Three trillion dollars, The true cost of the Iraq conflict, W.W. Norton, New York ; Fontanel, J. (2012) Les coûts de la guerre en Irak et en Afghanistan, Questions Internationales, Mai 2012. N°55. Brück, T. (2008), The Economic Analysis of Terrorism, in Routledge studies in defence and peace economics, Editors Keith Hartley and Jurgen Brauer, Routledge, London and New York.

multidimensionnelle soucieuse de ne pas s'en tenir aux variables économiques mesurables pour comprendre et orienter les décisions collectives.

Pour le PNUD¹⁷, la globalisation n'est pas un concept nouveau, mais la relance de ce processus a favorisé la réduction perçue du temps et de l'espace, elle a ouvert les barrières douanières et éliminé les obstacles aux transferts financiers. Cependant, si le marché est supposé produire à grande échelle avec efficacité, il favorise aussi l'émergence d'inégalités sociales difficilement acceptables et il néglige les biens publics et environnementaux. Le long terme est sacrifié sur l'autel du profit à court terme. Dans ce contexte, les organismes publics se doivent de défendre les valeurs morales et éthiques constitutives des sociétés développées (notamment le respect des droits de l'homme), l'équité (par la réduction des disparités injustifiées), l'intégration (avec le rejet de la marginalité et de l'exclusion), la « soutenabilité » d'un développement économique « propre », la réduction des zones de pauvreté et la réduction de la précarité dans la vie des hommes. Ils ont en charge une politique de réduction des instabilités économiques et politiques récurrentes ou conflictuelles. Les valeurs défendues par le PNUD n'émergent guère d'un processus de mondialisation de l'économie plus soucieux de libéralisme radical que de protection des hommes, de tous les hommes, face à leurs besoins. Dans un contexte d'inégalités croissantes, la violence renaît, fondée d'une part sur des valeurs religieuses ou philosophiques écartées par le monde consumériste, et d'autre part sur la pauvreté qui concerne aujourd'hui encore près d'un milliard d'individus dans le monde.

La notion de sécurité ne se prête pas à la quantification. Les dépenses militaires et civiles consacrées à la sécurité ne constituent pas toujours un indicateur significatif de l'importance du sentiment d'insécurité. Lorsque l'effort militaire augmente, les Etats le justifient par l'accroissement des menaces des ennemis potentiels, alors qu'il est motivé par l'action intéressée du complexe militaro-industriel ou par une volonté de puissance. Au fond, le sentiment du degré d'invulnérabilité d'un pays devrait prendre sa source sur la base d'informations précises, comme la dissuasion nucléaire par exemple. Cependant, de nombreuses variables explicatives échappent à cette projection qualitative de la défense, comme le danger terroriste, la violence des griefs nationaux ou internationaux, la qualité de la solidarité nationale, la solidité des alliances ou la culture nationale et internationale de la paix. Dans un pays, la notion de sécurité fait référence au contrôle des forces naturelles (comme les tsunamis), des technologies à risque (énergie nucléaire, traitement de l'information), des crises économiques fondées sur des mouvements spéculatifs (avec les émeutes éventuelles qu'ils peuvent faire naître), des mouvements démographiques (migrations internationales), des questions environnementales (changement de climat), mais aussi des conflits stratégiques entre grandes puissances et des

¹⁷ PNUD (1999), Rapport mondial sur le développement humain, Paris, Bruxelles, De Boeck & Larcier.

violences politiques et sociales (avec les guerres et violences civiles potentielles)¹⁸. La perception de la sécurité des hommes implique une analyse pluridisciplinaire, incluant notamment le respect des droits de l'homme, l'étendue des valeurs démocratiques, la nature des relations internationales, les évolutions stratégiques, le degré de contrôle des technologies, ou l'importance des financements de la recherche scientifique dans l'épanouissement des valeurs humanitaires. Il n'y a pas à proprement parler un niveau optimal de sécurité indiscutable, car l'économie et le politique ont des approches ayant chacune leurs propres contenus et dynamiques, avec des vitesses d'action et de réaction différentes¹⁹.

La sécurité économique vise à assurer le maintien harmonieux de l'activité économique d'un pays face aux multiples attaques extérieures, par exemple en matière de préservation des actifs stratégiques nationaux (notamment dans les secteurs d'activité tels que l'énergie, les industries militaires, les technologies de l'information), de lutte contre la cybercriminalité, la cyberguerre ou l'espionnage industriel, de respect des alliances civiles et militaires, d'essor de la recherche, mais aussi de lutte contre l'évasion fiscale et les fraudes financières, lesquelles fragilisent l'Etat dans son pouvoir d'action. Pour un territoire, il s'agit de préserver l'emploi sur son sol, en bénéficiant d'une ouverture économique riche en opportunités, et en se préservant des prédatons de toutes sortes. Pour parler de sécurité, il est souvent fait état des moyens, alors même que les causes de l'insécurité sont rarement abordées²⁰.

L'économie politique a toujours pris en compte les questions de rapport de puissance. Elle considérait autrefois la guerre comme un instrument de richesse, par la prédation, la colonisation ou l'esclavage. Elle admettait les rapports de force entre les Etats, et la violence collective était parfois analysée comme une œuvre de civilisation (dans le cas du colonialisme, par exemple). Pour les mercantilistes, la « guerre économique » était clairement revendiquée, car elle était susceptible de fragiliser les pays ennemis, tout en conférant à son instigateur une puissance accrue. Les forces militaires étaient alors considérées comme un instrument nécessaire à l'économie d'un pays, à la fois pour défendre ses richesses et pour s'approprier éventuellement celles des autres²¹.

¹⁸ OECD. (2004). L'économie de la sécurité. Paris: OECD.

¹⁹ Smith, R. (2010). Sécurité internationale et crise économique internationale. In J. Fontanel(Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan. Smith, R., & Fontanel, J. (2010). *International security. Politics, Policy, Prospects*.

²⁰ Fontanel, J. (2010), Un concept élargi de la sécurité économique, in « *Economie politique de la sécurité internationale* », J. Fontanel (Ed.), La Librairie des Universités, L'Harmattan, Paris, p. 18.

²¹ Chatterji, M., Fontanel, J. (2008), The controversial economic question of peace and war, in *War, Peace and Security, Contributions to Conflict Management, Peace Economics, and Development, Volume 6*, edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji - London, Elsevier/Emerald, London, 2008, ISBN - 978-0-4445-3244-2 ; Chatterji, M. Fontanel, J. (2008), *War, Peace and Security, Contributions to Conflict Management, Peace Economics, and Development, Volume 6*, edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji - London, Elsevier/Emerald, London, 2008, ISBN - 978-0-4445-3244-2 / ; Fontanel, J., Arrow K., Klein, L., Sen, A. (2003), *Civilisations, globalisation et guerre*, PUG, Débats, Grenoble. Chatterji, M., Fontanel, J. (2008), Fontanel,

Les comparaisons des dépenses militaires n'offrent pas vraiment d'informations suffisamment précises pour définir la sécurité qu'offre la défense nationale. D'abord, parce que les définitions de base ne sont pas homogènes, les hypothèses nécessaires à l'homogénéité des informations sont souvent discutables et les données fournies par les Etats ne sont pas toujours disponibles, précises ou sincères²². Aujourd'hui, le budget militaire ne prend pas en compte le poids et le coût des armes économiques ou l'importance stratégique des réseaux d'information numérique. Ensuite, les techniques de comparaisons internationales et intertemporelles donnent des informations significatives intéressantes, mais leur interprétation n'est pas toujours satisfaisante. Les mesures en dollars constants ou selon la méthode de parité de pouvoirs d'achat répondent à des procédures méthodologiques qui ne satisfont sans doute pas tous les modes d'interprétation de ces données. Elles permettent des comparaisons dont on mesure mal la valeur économique, politique ou stratégique. Lorsqu'un pays dépense excessivement, il réduit, en termes de coûts d'opportunité, son potentiel d'innovations civiles et d'infrastructures, ce qui est susceptible de fragiliser son développement économique, et donc sa sécurité future. Enfin, la comparaison de la sécurité des pays doit prendre en compte non seulement les facteurs militaires, mais aussi la puissance de leur économie, leur capacité d'innovation, la force collective de leur population, la capacité de dissuasion de leur arme nucléaire (réservée à quelques pays du fait du Traité TNP) ou leur maîtrise des réseaux d'information numérique. Le Tableau 1 met en évidence les estimations faites par la Banque mondiale²³ et le SIPRI²⁴.

En 2015, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 1 % selon le SIPRI, malgré une baisse significative des dépenses militaires américaines. Pour 2016, les dépenses militaires annoncées dans plusieurs pays sont en nettes augmentations. La plupart des pays européens, à l'exception de l'Italie, de la Grèce, du Luxembourg et de la Suède ont revu leurs budgets militaires à la hausse, notamment les pays de l'Est Europe inquiets de la politique agressive de la Russie avec l'annexion de la Crimée. Dans ce contexte, la Pologne a augmenté son budget de près de 10 % et l'Allemagne de 4%. En Asie, la Chine continue son effort d'armement, ce qui par réaction entraîne à la hausse les dépenses militaires de l'Inde, de l'Indonésie ou des Philippines, des pays qui se sentent menacés par les opérations de l'Empire du Milieu.

J. (1983), L'économie des armes, La Découverte/Maspero, Paris. Fontanel, J., Smith, R.P. (1985), L'effort économique de défense", ARES, Défense et Sécurité , N° Spécial, Grenoble 1985.

²² Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure (2015) In Paix et sécurité européenne et internationale, <http://revel.unice.fr/psei/> ; Fontanel, J. (1980). Le concept de dépenses militaires. Défense Nationale. Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparisons, in "Peace, Defence and Economic Analysis", Editors, C. Schmidt, F. Blackaby, The International Economic Association, Mac Millan, London, 1987 (12 pages).

²³ Banque Mondiale (2015), Dépenses militaires (en % du PIB), <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS>

²⁴ SIPRI (2016), Military expenditures data, <http://www.sipri.org/research/armaments/milex>

Au fond, l'information la plus intéressante d'un point de vue économique et politique, c'est le poids accordé à la sécurité militaire par un pays. Les informations concernant l'importance des dépenses militaires au regard de la richesse nationale produite chaque année donnent des indications intéressantes sur l'évolution des conflits régionaux et mondiaux, ainsi que sur le sentiment de sécurité ou d'insécurité exprimée par l'Etat. Les chiffres fournis mettent en évidence certaines évolutions. En 2016, en dollars constants, l'Arabie Saoudite est devenue le troisième plus grand dépensier en matière de dépenses militaires. Il est vrai que ce pays dispose de moyens financiers importants au regard de ses exportations de pétrole, qu'il joue un rôle crucial dans les conflits du Moyen-Orient et qu'il se dispute le leadership régional et religieux dans la région face à l'Iran. Cependant, il est probable que la hausse du dollar sur les marchés internationaux (notamment au regard de l'euro et du rouble) accentue son poids relatif dans l'estimation comparée des puissances militaires dans le monde. En outre, l'augmentation de son pourcentage de dépenses dévolues au secteur militaire exprime aussi un PIB en recul du fait de la baisse du prix du pétrole, la principale source de revenu du Royaume. De ce fait, l'importance des dépenses militaires n'est pas un indicateur suffisamment fiable pour définir la puissance militaire d'un pays, elle met seulement en relief l'effort accompli par un pays pour sa défense ou pour ses actions militaires.

Aujourd'hui, la science économique est obsédée par la recherche de la rationalité économique, laquelle est une des conditions favorables à la mise en place d'études rigoureuses, fondées à la fois sur des mathématiques plus ou moins puissantes et des statistiques jugées suffisamment exactes pour servir de support empirique aux « lois » ou « règles » micro ou macroéconomiques observées ou calculées. Quand les astrophysiciens sont capables d'envoyer avec une grande précision des hommes sur la lune, les chercheurs en économie présentent à la fois une grande hétérogénéité dans leurs analyses et leurs solutions font l'objet de débats, notamment dans la comparaison entre les prévisions calculées sur la base d'une réflexion économique approfondie et les résultats concrets obtenus. Certes, la lecture d'une économie nationale est complexe, mais cette observation ne justifie pas pour autant que la plupart des variables non économiques, même les plus importantes, soient réduites à la portion congrue. Il en résulte un raisonnement de type « ceteris paribus », (toutes choses égales par ailleurs) parfois utile mais souvent aussi réducteur. Les questions de sécurité, notamment, sont souvent négligées, alors même qu'elles hantent les Etats dans les moments de fortes tensions économiques, politiques, militaires, démographiques ou éthiques nationales et internationales²⁵.

²⁵ Fontanel, J. (1993) avec Galbraith, Klein, Isard, *Economistes de la Paix* (Fontanel J., Ed.), *L'Economie en Plus*, PUG, 1993, (21 pages).

Tableau 1 – Dépenses militaires en pourcentage du PIB en 2011, 2014 et 2015 (taux les plus importants au monde, ainsi que ceux des grandes puissances) selon la Banque mondiale et le SIPRI.

Pays	2011 Banque mondiale (en % PIB)	2014 Banque mondiale (en % PIB)	2014 SIPRI (en % PIB)	2015 SIPRI (en % PIB)	2015 SIPRI (en millions de dollars constants 2014)
Oman	9,8	11,8	13,9	16,2	9883
Arabie Saoudite	7,2	10,8	10,7	13,7	85354
Soudan du Sud	5,9	8,2	11,8	13,8	1366
Emirats Arabes Unis	5,5	5,7	5,7	...	17769
Algérie	4,3	5,6	5,6	6,2	10230
Israël	5,9	5,2	6,0	5,4	17512
Azerbaïdjan	4,7	4,8	4,6	4,6	3702 ²⁶
Liban	4,1	4,6	4,5	4,1	2236
Russie	3,7	4,5	4,5	5,4	91081 ²⁷
Irak	3,2	4,3	4,9	9,1	12873
Etats-Unis	4,6	3,5	3,5	3,3	595472
Pakistan	3,3	3,4	3,3	3,4	9248 ²⁸
Inde	3,6	2,4	2,5	2,3	51116
France	2,3	2,2	2,2	2,1	60747
Royaume-Uni	2,3	2,0	2,0	2,0	59730
Chine	2,0	2,1	1,9	1,9	214485
Brésil	1,4	1,3	1,4	1,4	31954
Italie	1,7	1,4	1,5	1,3	28460
Allemagne	1,3	1,2	1,2	1,2	47046
Japon	1,0	1,0	1,0	1,0	40885
Espagne	0,4	0,9	1,2	1,2	16929

Les modèles économiques ne peuvent pas définir les politiques économiques optimales à suivre, car le problème n'est évidemment pas seulement du ressort économique. Il est aussi éminemment politique, notamment dans un contexte caractérisé par des décisions à la rationalité fluctuante prises par un roi, des émirs ou des chefs religieux qui prennent en considération des intérêts qui leur sont propres, sans contrôle réel de leur population. Les économistes doivent

²⁶ L'Arménie, avec la quelle l'Azerbaïdjan est en guerre dépense 401 millions de dollars, soit 8 fois moins.

²⁷ En prenant en compte les dollars courants, la Russie dépenserait 91081 millions de dollars.

²⁸ Ennemi traditionnel de l'Inde, le Pakistan dépense plus de 5 fois moins que son rival, ce qui peut s'expliquer par l'augmentation des dépenses de sécurité interne au regard des problèmes spécifiques de ce pays.

donc se rappeler que l'économie est d'abord politique, et que toutes les réflexions de type « ceteris paribus » qui dominent « in fine » les modèles économiques, ne peuvent ignorer les informations produites par les autres domaines scientifiques sur le comportement des hommes et des structures qu'ils ont créées.

Les économistes n'incluent jamais le « sentiment de sécurité » dans leurs modèles. Dans ce contexte, la préparation des politiques économiques fondée sur une recherche d'optimum n'est pas satisfaisante, car les risques de conflits, dans le meilleur des cas, ne sont que partiellement pris en compte, souvent sous la forme de « chocs exogènes ». Cependant, les actions de sécurité ont pour objectifs de protéger le développement économique confronté aux « cyber attaques », aux menaces stratégiques ou au terrorisme. De manière plus générale, dans une économie ouverte au potentiel accru, la sécurité économique et sociale d'un territoire est d'une importance déterminante pour son potentiel de développement, face aux risques de prédation des actifs stratégiques de ses secteurs clefs²⁹. Si l'objectif de l'Etat est de protéger les citoyens d'ennemis extérieurs réels ou imaginaires, il prend part à la mise en place d'une force militaire suffisante au regard des moyens disponibles en vue d'assurer son service public de protection ou, pour les grandes puissances, de rechercher une hégémonie mondiale ou régionale. Les armes et la loi constituent les deux bases fondamentales de la fondation des Etats, selon Machiavel.

Il existe aujourd'hui un contraste étonnant entre des unités étatiques structurées (même si elles ne sont pas toujours cohérentes) et un système international invertébré, au comportement parfois anarchique, avec des règles définies collectivement, mais peu respectées dans les cas de grande intensité de conflit. Dans un monde qui n'a jamais connu un développement aussi important, il n'existe pas vraiment de gouvernance centralisée capable de contrôler les actes d'insécurité et d'incivilité collectives. L'ONU a failli plus souvent qu'à son tour à cette tâche, et l'OTAN se maintient dans une action « partisane » en faveur de ses membres, ce qui peut être perçu comme une menace pour les autres acteurs internationaux³⁰.

Les Alliances³¹ sont nombreuses dans le domaine militaire, elles s'accompagnent souvent aussi d'échanges commerciaux et d'un soutien réciproque des Etats dans les instances internationales. Sur la base des engagements d'assistance mutuelle, la liste comprend huit alliances collectives, l'OTAN et l'Alliance Atlantique étant la plus importante et la plus puissante du

²⁹ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a General Concept of Economic and Human Security, in R. Bellais (Ed.), *The Evolving Boundaries of Defence : An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, Emerald, Bingley.

³⁰ Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, in « Union européenne-Russie : une relation particulière », sous la direction de Eric Brunat, Georges-Henri Soutou et Frédéric Turpin, Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry.

³¹ Guilhaudis, J-F. (2015) , « Les Alliances collectives(Inf.2/1-11). », PSEI, Numéro 1, 17 août 2015, URL : <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=351>.

monde. Elles comprennent la plupart des pays de l'Union européenne, pour laquelle il s'agit de sa première instance de défense. L'Europe dispose aussi de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) comprend 6 pays, après de nombreuses évolutions, situés dans l'ancienne URSS (Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan et Biélorussie), concurrencé dans le domaine politique (et non militaire) par le GUAM, proche de l'OTAN, une organisation pour la démocratie et le développement économique (2006), rassemblant la Géorgie, l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan. D'autres alliances coexistent comme le Traité de Rio qui ne comprend plus aujourd'hui que 17 Etats membres (Argentine, Bahamas, Brésil, Chili, Colombie Costa Rica, Etats-Unis, Guatemala, Haïti, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, St Domingue, Trinidad et Tobago et l'Uruguay), l'ANZUS (Etats-Unis, Australie et Nouvelle Zélande, cette dernière avec des réticences), la Ligue arabe (Arabie Saoudite, Égypte, Irak, Liban, Syrie, Jordanie, Yémen, Algérie, Bahreïn, les Comores, Djibouti, Émirats arabes unis, le Koweït, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Palestine, Qatar, Somalie, Soudan et Tunisie), le Conseil du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar, Oman) et les « *Five Powers Defense Arrangements* » (Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande, Malaisie et Singapour).

Les alliances politiques, militaires et financière comme l'ONU, l'OTAN ou le FMI ont pour fonction de réduire l'incertitude dans le système international. Elles établissent des standards et des règles en vue d'améliorer la cohésion et l'efficacité des relations entre les Etats. L'ONU s'engage dans les opérations de paix, en vue de limiter les effets désastreux des conflits entre les communautés ou les pays, elle organise les opérations de maintien de la paix, souvent dangereuses et onéreuses. Cependant, son action est limitée à la fois par ses moyens politiques réduits au regard du poids des grandes puissances et par ses moyens financiers limités, notamment dans le domaine militaire³². L'ONU et les alliances agissent pour que les Etats membres rejettent la force militaire comme mécanisme privilégié pour trouver une solution à leurs conflits territoriaux ou économiques. Cependant, la guerre n'a pas pour autant été éradiquée. Elle touche la plupart des systèmes politiques. Ainsi, pour Thibaud Richard, les systèmes démocratiques ne sont pas particulièrement pacifiques, sauf à l'égard des pays adoptant les mêmes règles de gouvernement³³.

En 2016, l'insécurité face aux armes est toujours aussi établie. Il est difficile de lister tous les conflits armés qui existent dans le monde. La situation est

³² Sheehan, N. (2003). Le maintien de la paix pour le développement. In Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Sous la direction de J. Fontanel, Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble.
Sheehan, N. (2008) Economics of UN Peacekeeping Operations, in War, Peace and Security, Contributions to Conflict Management, Peace Economics, and Development, Volume 6, edited by Jacques Fontanel and Manas Chatterji, Emerald, London

³³ Richard, T. (2009). Démocratie, économie de marché et paix. In Economie politique de la sécurité internationale. Ed. J. Fontanel, Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

vraisemblablement plus grave qu'en 1990, lorsque l'antagonisme entre le capitalisme et le socialisme a pris fin. Si l'on se réfère aux cartes diplomatiques, pas moins de 50 pays (24 en Afrique, 1 en Europe, 12 dans le Golfe persique, 8 en Asie et 5 en Amérique) seraient en état réel et potentiel de guerre ou en situation de violence latente ou extrême. Certes, les pays de l'OTAN cherchent à se retirer aujourd'hui des zones auparavant jugées dangereuses pour l'équilibre international dominé par l'hégémonie militaire américaine, mais ils laissent derrière eux des Etats en situation de guerre civile permanente. L'attaque est moins onéreuse que la défense. Les politiques de dissuasion contre le terrorisme sont d'autant plus difficiles à conduire que le coût marginal des attentats est particulièrement faible. L'attaque du 11 septembre 2001 contre les « Twin Towers » à New York et celle du Bataclan à Paris ont coûté respectivement moins de 500.000 dollars à El Qaïda³⁴ et 200.000 dollars à Daech. L'armée américaine a vite gagné sa guerre d'attaque contre l'Irak, mais elle n'a pas su gérer la défense de ce pays : les coûts auraient été trop considérables pour maintenir l'ordre dans un pays alors bouleversé par son histoire et ses conflits frontaliers, son refus de l'occupation étrangère, la permanence des conflits entre Kurdes, chiites et sunnites et les nombreux griefs d'une population civile « oubliée » et malheureuse après tant d'années de privation et de violence. L'intervention militaire américaine a ouvert la voie d'un chaos généralisé dans la région, l'antisionisme ne suffisait plus à leur faire oublier leurs propres divergences. Depuis 1979, la politique des Etats-Unis (et de ses alliés à géométrie variable) dans le monde musulman a été catastrophique. Elle a abandonné le chah d'Iran son allié dans la région, elle a soutenu le radicalisme musulman contre l'URSS en Afghanistan, elle a soutenu le Koweït, pays théocratique peu favorable à la démocratie, contre l'Irak (pays laïc), elle a engagé des guerres contre l'Afghanistan puis l'Irak qui ne lui ont pas donné une image de « libérateur » des peuples. A chaque fois, la pensée politique en a été réduite à penser que un système honni (URSS), les tyrans (Saddam Hussein) ou des groupes terroristes groupusculaire étaient les causes fondamentales de l'insécurité dans les régions concernées. Or, les lignes de fracture entre les religions (pourtant de source commune) et les ethnies, mais aussi le refus d'une société occidentale trop matérialiste et inégalitaire constituent des facteurs de conflits trop importants pour les avoir constamment négligés dans la décision de « pacification » à l'occidentale de régions en mutations et aux antagonismes historiques exacerbés par les interprétations religieuses divergentes.

³⁴ Le coût de 120 milliards de dollars de destruction de richesses à très court terme a été avancé dans la littérature économique, mais les effets économiques à plus long terme sont différents et, sans doute, plus élevés. Si la place de New York a subi une baisse du prix du logement, celui-ci n'a pas attendu longtemps pour retrouver son niveau antérieur. De même, l'Etat du New Jersey a bénéficié du départ de plusieurs sociétés qui sont venues s'installer sur son territoire. Par ailleurs, les contrôles des personnes et des biens ont été considérablement renforcés, conduisant à une augmentation des coûts. Il a fallu créer de nouvelles lois et prendre la mesure de nouveaux dangers comme les désastres naturels, les épidémies et le terrorisme. Cf. Fontanel, J. (2002), Le coût du terrorisme, in Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie (Ed. J Fontanel), Côté Cours, Grenoble, Décembre.

L'insécurité s'est accrue, car le « choc des civilisations » n'est pas encore complètement digéré, dans un monde économique globalisé en déficit de valeurs de tolérance et de respect de l'autre³⁵. Elle est inscrite dans les gènes d'une société moderne fondée sur les relations de pouvoir et la compétition. Le marché n'est pas un facteur de stabilité, il produit des situations de paupérisme et de précarité extrêmes, que les biens publics cherchent à réduire. Aujourd'hui les sociétés de « low cost » s'invitent dans l'économie, avec des tensions sociales de plus en plus violentes. « L'ubérisation » des activités se développe aussi bien dans les activités de transport et de logement que dans le secteur juridique, comptable ou administrative, dès lors que de nombreuses tâches simples peuvent être partiellement traitées par des niveaux de compétence inférieures ou moins onéreuses, au regard des contraintes de diplôme ou d'impôts.

Cette constatation met en évidence la nécessité de prendre en compte les risques élevés affectant la vie courante des hommes. La guerre, le terrorisme, la criminalité, la menace écologique et l'application des armes économiques et cybernétiques justifient des dépenses globales, militaires et civiles, de près de 2.000 milliards de dollars chaque année. La sécurité concerne les individus, les entreprises, les Etats, les accords civils et militaires régionaux, les relations transnationales et mondiales. Des dépenses privées de sécurité se développent (systèmes d'alarme, coffres-forts, systèmes de sécurité, sociétés de protection des personnes et des biens), pour dépasser un chiffre d'affaires de 100 milliards de dollars aux Etats-Unis. Il en résulte un double effet sur l'économie, un effet de substitution (en faveur des instruments de sécurité et au détriment d'autres choix de consommation ou d'investissement) et un effet de revenu (qui réduit l'activité économique elle-même du fait des risques perçus, justifiés ou non). L'insécurité concerne alors l'ensemble des agents économiques, de l'individu (vol, fraude, santé, aversion aux risques, protection des personnes) à l'Etat (règlements des conflits).

Le Tableau 2 propose une synthèse de l'ensemble des facteurs de sécurité ou d'insécurité³⁶. Les coûts de la sécurité peuvent être réduits sur le plan militaire, mais ils augmenteront progressivement dans le secteur civil de la défense. Les Etats doivent trouver de nouveaux instruments de protection et d'information. Dans le cadre du complexe militaro-industriel, le secret est souvent revendiqué. Pour la sécurité des personnes contre le terrorisme, il en va différemment. L'action positive du public peut être sollicitée, notamment par le recueil des informations utiles et leur transmission aux organismes compétents. Aujourd'hui, le secteur privé est plus préoccupé par la compétition économique instable que par les comportements illégaux. Un renforcement des contrôles aux

³⁵ Sen, A. (2003), Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ? in « Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Sous la direction de Jacques Fontanel, Collection Débats, PUG, Grenoble. Fontanel, J. (2007), Ethique, économie et guerre, in Fontanel, J. Ed. Questions d'éthique, L'Harmattan, Paris.

³⁶ Version simplifiée et complétée, mais reprise de : Udovic, B. (2011), Economic security : Large and Small states in enlarged European Union, <http://www.attac.org/en/groups/center-and-periphery-abolition-neocolonialism-working-groupcpwg/bostjan-udovic-economic>. Assessed on October 31, 2011.

frontières conduit à des délais et à des coûts supplémentaires. Le coût de la lutte directe contre le terrorisme est important, sans doute aujourd'hui supérieur à 100 milliards de dollars par an, en plus d'une restriction importante de liberté des individus dans leur mobilité à l'international.

Tableau 2 – Les facteurs de sécurité ou d'insécurité économique

Facteurs globaux Relations étatiques et interétatiques	Facteurs intermédiaires Entreprises, firmes, associations	Facteurs individuels Individus, personnes, familles, sociétés
<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité des marchés, libre marché, concurrence. - Développement soutenable, croissance du PIB, - Productivité - Faible taux d'inflation - Faible taux chômage - Taux de change stable - Equilibre balance des paiements - Pas de dettes - Dotation stable de facteurs de production - Réaction aux attaques spéculatives - Gestion adéquate des trafics illégaux et des groupes criminels. - Accords économiques internationaux d'échange ou d'intégration - Sécurité des produits stratégiques (forces militaires adaptées) - Protection du territoire par l'armée - Alliances militaires (pour réduire les coûts et les menaces) 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité de l'Etat et de l'environnement macroéconomique - Innovations, nouvelles inventions, - Marketing, - Discipline financière et solvabilité, - Flexibilité, - Dotation stable de facteurs de production - Diffusion technologique, - Flexibilité de l'administration, - Taux de change stable, - « Lean » production, - Ethique, - Connaissance, - Peu de production « souterraine » - Protections juridiques - Protections policières 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité de l'Etat et de l'environnement macroéconomique - Nourriture, eau, protection - Logement, - Stabilité de l'emploi et de salaires décents - Confiance dans les institutions - Réduction de la pauvreté absolue et relative, - Exclusion sociale réduite, - Education, - Lutte contre les phobies - Développement libre des mouvements d'individus - Refus du « cercle magique » imaginé par les économistes, liant les niveaux de vie au seul emploi. - Protection des individus et respect des droits de l'homme

Les instances politiques ont déjà proposé des solutions relatives à la lutte contre le terrorisme, notamment en attaquant les pays qui le soutiennent. Michel Onfray³⁷ rappelle qu'à force d'exporter la guerre on finit par l'importer ou à favoriser son essor sur son propre territoire. Le terrorisme n'est pas une solution spontanée, c'est plus souvent la réponse à une frustration, à une colère ou à la volonté de résister à un système qui n'offre pas de chances égales à tous ses

³⁷ Onfray, M. (2016), Penser l'Islam, Grasset, Paris.

membres. En France³⁸, il a été suggéré une révision ciblée du code des frontières Schengen, une action forte contre le financement du terrorisme et du trafic des armes, le contrôle de la communication du terrorisme international sur Internet, une lutte contre la radicalisation et une meilleure coopération internationale avec les pays tiers³⁹. Cependant, toutes des propositions mettent beaucoup de temps à se mettre en place, ce qui permet aux assaillants le temps nécessaires à définir de nouveaux modes d'action. Un texte de loi américain (Justice Against Sponsors of Terrorism Act, JASTA) permet aujourd'hui aux citoyens américains de poursuivre les Etats qui auraient assisté directement ou indirectement des organisations impliquées dans des actes terroristes contre les Etats-Unis. Il soulève d'importants problèmes au droit international. Selon Serge Sur, « Ce nouveau pas franchi dans la contestation de l'immunité souveraine des Etats est dangereux, en premier lieu pour les Etats-Unis car il y a un risque bien réel de voir d'autres pays adopter en rétorsion des législations similaires »⁴⁰.

Le concept de sécurité ne peut pas être cantonné à la simple défense passive, il dépend aussi des contextes politiques, militaires, environnementaux, démographiques et sociétaux du moment ou à venir. Aujourd'hui, avec le poids croissant du chômage, des dettes publiques et privées, de la crise des systèmes sociaux et de la précarité élargie, le sentiment d'insécurité se développe, après quelques années d'amélioration. La globalisation modifie la perception des facteurs de sécurité, en accordant une importance plus grande aux facteurs non militaires. Avec l'utilisation de la « guerre économique », l'importance de la base industrielle de défense, le rôle des ressources naturelles ou les processus d'intégration régionale modifient l'idée banalisée de la sécurité. Celle-ci n'est pas obligatoirement située sur le territoire national, elle est parfois dépendante de décisions prises dans un autre espace géographique. Le terrorisme sera bientôt en état d'exploiter les dépendances critiques des sociétés modernes concernant l'énergie, les transports, les services financiers ou les systèmes d'information. Les dépenses de sécurité vont sans doute moins se spécialiser dans le secteur militaire, pour se porter progressivement sur les faiblesses sécuritaires d'un système d'économie de marché globalisé trop focalisé sur les profits immédiats.

³⁸ [Bonnecarrère, P., Sutour, S. \(2016\), Union européenne et la lutte contre le terrorisme, Rapport d'information fait au nom de la Commission des affaires européennes, Sénat, n° 442, 4 Mars](#)

³⁹ [Elle concernera d'abord le contrôle des plates-formes d'échange de monnaies virtuelles sur internet, la fin de tout anonymat pour les cartes prépayées et la mise en place d'une coopération efficace entre les cellules de renseignement financier.](#)

⁴⁰ [Cité dans Le Monde. Paris, G., Semo, M. \(2016\), Jasta, un projet de loi explosif aux Etats-Unis, Le Monde, 22-23 Mai, p.4.](#)

Bibliographie

- Banque Mondiale (2015), *Dépenses militaires (en % du PIB)*, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS>
- Barre, R., Fontanel, J. (1991) *Principes de politique économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991.
- Bellais, R., Coulomb, F. (2013), *Le Complexe Militaro-Industriel cinquante ans après Eisenhower*, in *Liber Amicorum*, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris.
- [Bonnecarrère, P., Sutour, S. \(2016\), *Union européenne et la lutte contre le terrorisme, Rapport d'information fait au nom de la Commission des affaires européenne, Sénat, n° 442, 4 Mars.*](#)
- Brück, T. (2008), *The Economic Analysis of Terrorism*, in *Routledge studies in defence and peace economics*, Editors Keith Hartley and Jurgen Brauer, Routledge, London and New York.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2015), *La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie*, in « Union européenne-Russie : une relation particulière », Université Savoie Mont-Blanc, Chambéry.
- Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), *Military Expenditure Comparisons*, in "*Peace, Defence and Economic Analysis*", Mac Millan, London.
- Chatterji, M., Fontanel, J. (2008), The controversial economic question of peace and war, in *War, Peace and Security*, Volume 6, London, Emerald.
- Coissard, S., Seigle, C. (2013), « *Penser* » la sécurité en termes de business model, in *Liber Amicorum*, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris.
- Coulomb, F. (1998), Adam Smith, a defence economists, *Defence and Peace Economics*, 9.
- Coulomb (2004), *War, Peace and Security*, Routledge, London and New York.
- Coulomb, F. Fontanel, J., Hébert, J.-P., Samson, I. (2008). The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism. *Defence and Peace Economics*, 9(5).
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in *The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, Routledge, New York, London, 2011.
- Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2011), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Emerald, London
- Fisher, D. (1993). *Nonmilitary aspects of security. A systems approach*. Geneva: United Nation, Institute for Disarmament Research, UNIDIR.
- Fontanel, J. (1978), Présentation thématique et formalisée de la « richesse des Nations », *Revue économique*, Paris.
- Fontanel, J. (1980). Le concept de dépenses militaires. *Revue de Défense Nationale*.
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.
- [Fontanel, J. \(1993\) *Economistes de la Paix*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG.](#)
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel, J. (2001), *Action économique de l'Etat*, L'Harmattan, ; Paris
- Fontanel, J. (2002), Le coût du terrorisme, in *Globalisation économique et sécurité internationale*. Introduction à la géoéconomie, Université Pierre Mendès France, Grenoble, Décembre
- Fontanel, J. (2002), *Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie*, Université Pierre Mendès France, Grenoble, Décembre.
- Fontanel, J., Arrow K., Klein, L., Sen, A. (2003), *Civilisations, globalisation et guerre*, PUG, Débats, Grenoble.
- Fontanel, J. (2007), Ethique, économie et guerre, in Fontanel. J. Ed. *Questions d'éthique*, L'Harmattan, Paris
- Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The genesis of economic thought concerning war and peace, *Defence and Peace Economics*, 19(5), 321-330.
- Fontanel, J., Chatterji (2008), *War, Peace and Security*, Contributions to Conflict Management, Peace Economics, and Development, Volume 6, Emerald, London.
- Fontanel, J., Geslin, A. (2008), Political Economy of the Humanitarian Actions, in *War, Peace and Security*, Volume 6, London, Emerald.
- Fontanel, J. (2010), Un concept élargi de la sécurité économique, in « *Economie politique de la sécurité internationale* », J. Fontanel (Ed.), La Librairie des Universités, L'Harmattan, Paris, p. 18.
- Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris

- Fontanel, J. (2012) Les coûts de la guerre en Irak et en Afghanistan, *Questions Internationales*, Mai
- Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ? *Politique étrangère*, janvier 2014.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley, U.K.,
- Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure (2015) In *Paix et sécurité européenne et internationale*, <http://revel.unice.fr/psei/>
- Fukuyama, F. (1992) *The End of History and Last Man*, Free Press, New York.
- Guilhaudis, J-F. (2015) , « Les Alliances collectives(Inf.2/1-11). », PSEI, *Paix et sécurité européenne et internationale* Numéro 1, 17 août 2015, <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=351>.
- Hartley, K. (2013), Economics and the End of Conflict? in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.
- Luttwak, E.N. (1990), From Geopolitics to Geo-Economics : Logic of Conflicts, *Grammar of Commerce*, *The National Interest*, No. 20 (Summer 1990), pp. 17-23
- OECD. (2004). *L'économie de la sécurité*. Paris: OECD.
- Onfray, M. (2016), *Penser l'Islam*, Grasset, Paris.
- PNUD (1999), *Rapport mondial sur le développement humain*, De Boeck & Larcier, Bruxelles
- Richard, T. (2009). Démocratie, économie de marché et paix. In J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*. L'Harmattan, Paris.
- Sen, A. (2003), Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations? in *Civilisations, globalisation, guerre*. Discours d'économistes ». Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Sheehan, N. (2003). Le maintien de la paix pour le développement. In *Civilisations, globalisation, guerre*. Discours d'économistes. PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Sheehan, N. (2008) Economics of UN Peacekeeping Operations, in *War, Peace and Security*, Contributions to Conflict Management, Peace Economics, and Development, Vol.6, Emerald, London.
- SIPRI (2016), *Military expenditures data*, <http://www.sipri.org/research/armaments/milex>
- Smith, A. (1776), *Enquête sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, PUF, 1995.
- Smith, R.P., Fontanel, J, Humm (1985), The economics of exporting arms, *Journal of Peace Research*, Norwegian University Press, Oslo, September 1985, (10 pages).
- Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, Emerald. London.
- Smith, R. (2010). Sécurité internationale et crise économique internationale. In *Economie politique de la sécurité internationale*. Paris: L'Harmattan.
- Smith, R., & Fontanel, J. (2010). International security. Politics, *Policy, Prospects*.
- Smith, R. (2013), The Economics of Defence in France and the UK, in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris
- Stiglitz, J., Bilmes, L.J. (2008), *The Three trillion dollars, The true cost of the Iraq conflict*, W.W. Norton, New York
- Udovic, B. (2011), *Economic security : Large and Small states in enlarged European Union*, <http://www.attac.org/en/groups/center-and-periphery-abolition-neocolonialism-working-groupecpwg/bostjan-udovic-economic>. Assessed on October 31, 2011.